

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mercredi (matin) 25 novembre 2015

Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques

**68 2015.RRGR.329 Motion 103-2015 Mentha (Liebefeld, PS)
Organisation d'un concours sur le thème du logement et de l'urbanisation interne**

N° de l'intervention: 103-2015
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 18.03.2015
Déposée par: Mentha (Liebefeld, PS) (porte-parole)
Dumermuth (Thoune, PS)
Gabi Schönenberger (Schwarzenbourg, PS)
Cosignataires: 2
N° d'ACE: 1054/2015 du 2 septembre 2015
Direction: JCE

Organisation d'un concours sur le thème du logement et de l'urbanisation interne

Le Conseil-exécutif est chargé de soumettre un crédit-cadre au Grand Conseil dans le but de financer l'organisation, sur plusieurs années, d'un nouveau concours sur le thème du logement, placé sous le signe de l'urbanisation interne.

Développement :

L'urbanisation interne et l'utilisation mesurée du sol seront ces prochaines années et ces prochaines décennies les deux grands enjeux de la politique du canton en matière d'aménagement du territoire. C'est la nouvelle loi sur l'aménagement du territoire, que le peuple suisse a adoptée à une large majorité, qui oblige les cantons à adopter cette nouvelle philosophie.

Les projets qui s'inscrivent dans ce contexte seraient, entend-on souvent, difficiles à réaliser à cause de la complexité des rapports de propriété impliqués et de la pénurie de terrains. Il faut tenir compte de ces arguments, sans pour autant sacrifier la stratégie d'urbanisation interne, qui préconise à la fois un indice d'utilisation brut élevé et la qualité de l'habitat.

La présente motion propose dès lors, en guise d'incitation, la mise sur pied d'un concours qui primerait les communes et les villes ayant la volonté de lancer de tels projets et ayant réussi à les mener à terme malgré la complexité ou le blocage des rapports de propriété.

Il s'agit donc de reprendre, en le déclinant, le projet PDE logement pour lequel le Grand Conseil avait voté un crédit-cadre et qui s'est achevé en 2012. Les enseignements tirés de l'expérience seront pris en compte dans la définition des critères du nouveau concours. Il conviendra de distinguer en priorité les communes qui réussissent à réaliser des projets dans les zones présentant un potentiel d'urbanisation interne. Les prix accordés pourraient aider les communes à financer leurs dépenses de mobilisation des terrains à bâtir, de développement et de réalisation des projets. Il faudra s'assurer que le concours s'adresse aussi aux communes rurales pour qu'elles puissent en profiter.

Les critères suivants pourraient être retenus pour la sélection des projets primés :

- exceptionnelle qualité du projet en termes d'urbanisation interne et haute qualité de l'habitat ;
- mobilisation des terrains à bâtir réussie ;
- indice brut d'utilisation du sol au-dessus du sol (IBUSds) élevé ;
- utilisation optimale des locaux ;
- exceptionnelle qualité du projet sur le plan de l'architecture et de l'urbanisme ;
- qualité du projet en termes d'écologie ;
- autres critères à définir par le Conseil-exécutif.

Réponse du Conseil-exécutif

Le Conseil-exécutif partage l'avis des auteurs de la motion selon lequel l'urbanisation interne (URBi) et l'utilisation mesurée du sol sont les grands enjeux de la politique du canton en matière d'aménagement du territoire. Dans le nouveau plan directeur cantonal (plan directeur 2030), les questions de l'utilisation mesurée du sol et de la concentration de l'urbanisation occupent d'ailleurs une position-clé: le projet de territoire et la stratégie d'urbanisation du plan directeur 2030 ont été axés sur ces domaines. Ainsi, les communes ont reçu des indications claires concernant l'aménagement local de manière à ce que l'urbanisation interne ne se fasse pas au détriment de la qualité.

Le Conseil-exécutif est favorable à la demande exprimée dans la motion. Il estime lui aussi qu'il serait prometteur de mettre sur pied un concours qui primerait les communes et les villes ayant la volonté de lancer des projets d'urbanisation interne. Le lancement et le suivi d'un tel concours exige toutefois un important investissement en termes de coûts et de volume de travail, que les ressources humaines et financières actuelles ne permettent pas d'assumer. Afin d'encourager l'urbanisation interne, le Conseil-exécutif accordera donc avant tout la priorité à l'information et la documentation:

- Projets d'urbanisation interne exemplaires: afin de fournir un soutien aux communes bernoises, de les sensibiliser et les motiver, l'Office des affaires communales et de l'organisation du territoire (OACOT) a réuni des projets exemplaires, faisant appel à un large éventail d'approches et de solutions novatrices. La brochure «Urbanisation interne: des communes bernoises montrent l'exemple» a été mise à la disposition de toutes les communes. Elle peut être téléchargée à l'adresse: www.be.ch/urbanisationinterne.
- Guide pour l'aménagement local (GAL) concernant l'urbanisation interne: un guide actuellement en cours d'élaboration servira de fil rouge à l'aide duquel les communes et les aménagistes pourront gérer de manière rigoureuse et efficace tous les aspects de l'urbanisation interne.

Cela correspond à l'approche éprouvée de l'aménagement du territoire cantonal, qui consiste à sensibiliser les divers intervenants et milieux intéressés aux thèmes d'aménagement du territoire au moyen d'études de base et d'instruments adéquats, et à indiquer aux autorités communales, aux aménagistes et aux maîtres d'ouvrage comment faire face aux tâches actuelles de manière appropriée. En outre, le Secrétariat URBi a été institué au sein de l'OACOT afin de fournir un soutien aux communes et d'assurer la coordination aux niveaux technique et procédural dans le domaine de l'urbanisation interne.

Les auteurs de la motion évoquent également le fait que, dans beaucoup de cas, les plans et les projets dans le domaine de l'urbanisation interne sont difficiles à réaliser à cause de la complexité des rapports de propriété impliqués et de la pénurie de terrains. Le Conseil-exécutif a conscience de cette difficulté. Dans le cadre de la révision partielle de la législation sur les constructions en cours, la nécessité de prendre des mesures législatives visant à mobiliser des terrains à bâtir a d'ailleurs été constatée, et de telles mesures sont énoncées sous le titre «Promotion et garantie de la disponibilité de terrains à bâtir» du projet de révision partielle de la législation sur les constructions.

Pour les raisons qui précèdent, le Conseil-exécutif propose de rejeter la motion.

Proposition du Conseil-exécutif :

Rejet

Le président. Wir kommen nun zu Traktandum 68, der Motion Mentha. Die Regierung lehnt diesen Vorstoss ab. Wir führen eine freie Debatte. Der Motionär hat das Wort.

Luc Mentha, Liebefeld (PS). Siedlungsentwicklung nach innen ist beim Thema Raumplanung das Gebot der Stunde. Das neue Raumplanungsgesetz des Bundes zwingt uns dazu. Und die neuen

Bestimmungen im eidgenössischen Gesetz wurden von zwei Dritteln der Berner angenommen. Der Wählerauftrag in diesem Punkt ist klar. Ich darf hier noch anfügen, dass die nächste Initiative, welche die Zersiedelung bekämpfen will, bereits im Anzug ist. Ich glaube, dass die Unterschriftensammlung bereits begonnen hat. Dort wird es darum gehen, ähnliche Reglementierungen wie beim Waldgesetz einzuführen. Was also an landwirtschaftlichem Grund verbraucht wird, muss voll kompensiert werden. Wir müssen diesbezüglich wirklich handeln. Gegenwärtig sind wir dabei, das kantonale Baugesetz entsprechend zu revidieren. Die BaK arbeitet mit Hochdruck daran. Im neuen Baugesetz wird es Gebote und Verbote geben und es wird ein Instrumentarium bereitgestellt werden, um die Siedlungsentwicklung nach innen umsetzen zu können.

Mit meinem Vorstoss – und hoffentlich mit Ihrer Unterstützung – möchte ich ein zusätzliches Instrument zur Verfügung stellen. Es soll ein Anreiz für die Gemeinden sein, im Kanton Bern den Weg der Siedlungsentwicklung nach innen erfolgreich zu beschreiten. Ich höre oft folgenden Satz: Wir sind alle für die Siedlungsentwicklung nach innen, das ist eine gute Idee, aber in der Praxis wird das leider nicht gelingen. Ich möchte, dass dieser Wettbewerb mithilft, diese Aussage zu widerlegen. Die Siedlungsentwicklung nach innen muss ein Erfolg werden. Das sind wir unserem – noch – schönen Kanton schuldig. Der Regierungsrat findet die Idee gut, lehnt sie aber zurzeit ab, weil erstens das AGR sehr viel zu tun hat und zweitens der Wettbewerb etwas kostet. Das erste Argument kann ich gut verstehen, beim zweiten Argument ist es natürlich eine Frage der Prioritäten. Es geht darum, die Siedlungsentwicklung nach innen nicht nur mit Verboten und Geboten – wie mit der kommenden Baugesetzrevision – zu fördern, sondern auch mit entsprechenden Anreizen zu arbeiten. Gemeinden, welche mit guten Beispielen in diesem Bereich erfolgreich sind, sollen prämiert werden. Damit sollen sie auch eine Entschädigung dafür erhalten, dass sie nicht einfach am Siedlungsrand einzonen und den Weg des geringsten Widerstands gehen, sondern komplexe Arealentwicklungen im Inneren ihres Siedlungsgebiets anpacken. Das ist in der Regel aufwendig und komplex. Oft besteht eine nicht einfache Eigentümerstruktur und man muss bei einer Siedlungsentwicklung an prominenter Lage im Inneren einer Gemeinde mit aufwendigen Wettbewerben arbeiten. Das kostet etwas. Da finde ich es gut, mittels dieses Wettbewerbs die Gemeinden, welche dies erfolgreich anpacken, zu prämiieren und ihren Aufwand so auch ein bisschen finanziell abzugelten.

Ich denke, dass die grossen Städte in unserem Kanton über entsprechende Abteilungen verfügen, die sich mit Raumplanungsfragen und solchen Arealentwicklungen befassen können. Aber mittlere und kleinere Gemeinden sind sehr schlank aufgebaut und oft ist das entsprechende Know-how nicht vorhanden. Von daher ist dieser Anreiz sicher ein Instrument, das sie dabei unterstützen wird, sich auf den Weg zu machen. Dass dies etwas kostet, ist mir bewusst. Es geht meiner Ansicht nach sicher nicht darum, zusätzliche Stellen zu schaffen. Aber es wird etwas kosten, einen solchen Wettbewerb durchzuführen. Ich habe bewusst keine Zahlen vorgegeben, damit der Regierungsrat die Möglichkeit hat, diese selber zu bemessen. Aber ich glaube, dass durch diese Investition auch ein klarer Nutzen entsteht, indem wir unsere Landschaft wirklich schützen und trotzdem Wachstum ermöglichen. Ich werde gleich zum Schluss kommen, denn darum geht es mir im Kern: Wir wollen die Zersiedelung stoppen, aber im Kanton Bern gleichzeitig ein Wachstum in Qualität ermöglichen. Diese doppelte Zielsetzung ist anspruchsvoll, aber resignative Haltungen bringen uns nicht weiter. Diese teile ich aus Erfahrung nicht, denn es bestehen immer Möglichkeiten. Ich bin bereit, das Anliegen in ein Postulat zu wandeln und bitte Sie um entsprechende Unterstützung für ein Postulat.

Le président. Möchten die Mitmotionärinnen an dieser Stelle das Wort ergreifen? – Das ist nicht der Fall. Demnach kommen nun die Fraktionssprechenden an die Reihe. Sie haben es gehört, wir sprechen nun also über ein Postulat.

Meret Schindler, Berne (PS). Die SP-JUSO-PSA-Fraktion unterstützt dieses Anliegen auch als Postulat. In den Jahren 2007 bis 2012 wurden im Kanton Bern die ESP-Wohnen-Wettbewerbe durchgeführt. Dieser Wettbewerb könnte also beinahe eins zu eins übernommen werden. Einzig die Bewertungskriterien müssten ein bisschen modifiziert werden. Der erste Schwerpunkt liegt in der Verdichtung nach innen, der zweite Schwerpunkt will vor allem ländliche Gemeinden unterstützen. Der Regierungsrat sagt, dass die Siedlungsentwicklung nach innen, die sogenannte *Sein*, ein zentrales Element der Raumplanung im Kanton Bern darstellt. Wenn in einer – vor allem in einer kleineren – Gemeinde eine potentielle Siedlungsfläche existiert, bei der sich die Besitzer aber nicht einig werden können, wie gebaut werden soll, dann ist es im Moment einfacher, Kulturland am

Gemeinderand einzuzonen. Das ist kein Anliegen von uns: weder seitens der SP, noch seitens der SVP, soweit ich es im Rahmen anderer Vorstösse vernommen habe, noch von anderen Fraktionen, die sich vor allem aus Bauern und Bäuerinnen zusammensetzen.

Ein Mittel um das Verdichten interessanter zu machen, ist ein Wettbewerb. Der Motionär und die Mitmotionärinnen haben zum Glück keine Vorgabe gemacht, wie hoch ein allfälliges Preisgeld ausfallen solle. Der Regierungsrat würde dies an sich auch als interessantes Mittel erachten, sofern er über genug Geld und Personal verfügen würde. Darum wird in der Motion, bzw. jetzt im Postulat, verlangt, einen Rahmenkredit für einen mehrjährigen Wettbewerb vorzulegen. Wir finden eine Verdichtung wichtig und bitten Sie, diesem Anliegen zu folgen.

Bernhard Riem, Iffwil (PBD). Ein neuer, mehrjähriger Wettbewerb, ausgeschrieben, durchgeführt und finanziert durch den Kanton, wird in diesem Postulat gefordert. Ziel soll es sein, Gemeinden und Städte auszuzeichnen, die gute Lösungen in der Siedlungsentwicklung nach innen realisiert haben; Das wäre ein ähnlicher Wettbewerb, wie der ESP Wohnen, der im Jahr 2012 letztmals durchgeführt wurde. Das wurde vorhin bereits gesagt. Es ist in der Tat eine riesige Herausforderung, diesem Paradigmenwechsel in der Raumplanung in der Praxis zum Durchbruch zu verhelfen. Bei der Annahme des Raumplanungsgesetzes war wahrscheinlich nicht allen Leuten ganz klar, welche einschneidenden Folgen dieser deutliche Entscheid haben würde. Ich stelle in der Bevölkerung – und schlimmer: bei vielen Gemeindebehörden – grosse Wissensdefizite fest. Stopp der Zersiedelung der Landschaft, die Kulturlandinitiative und die Siedlungsentwicklung nach innen sind in den Auswirkungen auf die Bautätigkeit noch nicht verankert. Das Informationsdefizit ist gross.

Der geforderte Wettbewerb wäre darum durchaus ein wichtiges Element, um die neue Strategie in der Raumplanung besser publik zu machen. Aber dieser Wettbewerb kostet den Kanton Zeit und Geld. Dabei unternimmt er schon einiges: Es existieren eine «Arbeitshilfe SEin für die Ortsplanung», die Broschüre «Siedlungsentwicklung nach innen: Gute Beispiele aus Berner Gemeinden» und Beratung für die Gemeinden. Die Broschüre ist übrigens sehr gut gemacht und ich möchte sie allen zur Lektüre empfehlen, bevor wir im Januar die Debatten zum Baugesetz und zum Kulturland führen werden.

Die BDP hält diesen Wettbewerb für eine gute Idee. Er darf aber aus unserer Sicht nicht dem Kanton aufgebürdet werden. Wir dürfen dem Kanton nicht immer neue Aufgaben anlasten. Ich meine, hier sollten sich andere Institutionen finden lassen, die in dieser Thematik eine Aufgabe sehen. Auch andere Institutionen können gute Projekte auszeichnen, eine Ausstellung zur Stadtentwicklung oder für einmal auch zur Dorfentwicklung organisieren, Diskussionen ermöglichen oder ein Forum bilden. Ich finde, so wäre wesentlich mehr Kreativität möglich als bloss einen kantonalen Wettbewerb durchzuführen. Die Motion hätten wir grossmehrheitlich abgelehnt, das Postulat nur mehrheitlich.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (pvl). Ich erinnere mich noch gut daran, als ich vor etwa zehn Jahren einmal mit dem Dorfarchitekten und Leiter der LANDI, anlässlich einer Viehschau, im Festzelt bei einem Bier gesessen bin und Folgendes gesagt habe: «Weisst du, eigentlich sollten wir in Zukunft wohl ein bisschen mehr gegen oben hin bauen. Und in eurem LANDI-Turm mitten im Dorf und gleich beim Bahnhof möchte ich zuoberst eine Attika-Wohnung bauen. Und diese würde gleich für Alt-Gemeindepräsidenten reserviert». Wir haben damals darüber gelacht. Aber im Moment sind wir an der Ortsplanungsrevision, und es liegen Visualisierungen eines Hochhauses vor; sogar noch ein bisschen höher als der jetzige LANDI-Turm. Man hat genau das erkannt und will in der Revision der Ortsplanung eigentlich keinen einzigen Quadratmeter mehr neu einzonen, sondern nur nach innen verdichten. Das ist aber Zufall. Gerade bei kleineren Dörfern, wie dem unseren, ist es noch ein viel grösserer Zufall. Grössere Dörfer – oder wenn man so will, eigentlich Städte – wie dasjenige, dessen Vorsteher Luc Mentha lange Zeit war, konnten solche Wettbewerbe natürlich schon vorher durchführen. Sie haben dies auch getan und konnten dadurch eine sehr gute Ortsentwicklung machen. Bei kleineren Gemeinden könnte genau ein solcher Wettbewerb ein Ansporn sein. Der Wettbewerb ESP Wohnen ist eine solche Erfolgsgeschichte. Das sage ich nicht nur, weil ihn auch unsere Gemeinde einmal gewinnen konnte und dadurch zu einer sehr innovativen Siedlung gekommen ist. Sie ist energetisch sehr gut, passt und stimmt. Dank diesem Wettbewerb konnte sogar noch zusätzlich eine Begegnungsstätte eingebaut werden, was vorher wegen den Finanzen nicht drin gelegen hätte.

Was die Motion angeht, hatten wir aber auch kleine Bedenken. Wir finden den Zeitpunkt nicht ganz passend. Weil man jetzt schon am Baugesetz arbeitet, müsste dieses zuerst abgewartet und danach weitergesehen werden. Der zweite Grund waren die Kosten. Es ist klar, dass so etwas Kosten auslöst. Es geht auch nicht um das Preisgeld an sich, das sicher irgendwo untergebracht werden kann. Es dürfen aber nicht neue Stellen geschaffen werden. Das ist uns ein Anliegen. Darum begrüssen wir die Wandlung in ein Postulat und hoffen, dass daraus etwas entstehen kann. Luc Mentha hat in seinem Votum gesagt, dass man oft den Weg des geringsten Widerstands gehen würde und dass deshalb an den Siedlungsrandern eingezont werden würde. Ich bin eigentlich davon überzeugt, dass dies heute – zum Glück – auch nicht mehr der geringste Widerstand ist. Etliche abgelehnte Ortsplanungsrevisionen beweisen das. Heute ist das nicht mehr möglich, deshalb müssen wir hier Anreize dafür schaffen, schlaue nach innen zu verdichten. Die glp unterstützt das Postulat einstimmig.

Stefan Costa, Langenthal (PLR). Wettbewerbe sind sympathisch und per se beliebt. Sie sind spannend und meist kann man etwas Tolles gewinnen. Genau deshalb braucht man auch jemanden, der einen attraktiven Gewinnerpreis offeriert. Genau das wünscht der Postulant mit seinem Vorstoss. Die Siedlungsentwicklung nach innen wird uns in den nächsten Jahrzehnten intensiv beschäftigen, das ist keine Frage. Es geht um Verdichtung, Siedlungsqualität, Werterhaltung und -steigerung, Naherholung und darum, die Identität zu erhalten. Das sind alles Themen und Zielrichtungen, die sich zum Teil beissen und nicht in einem konfliktfreien Kontext zueinander stehen. Genau deswegen sind vorausschauende Arealentwicklung, exakte Planung oder auch das umsichtige Realisieren von Innenentwicklungsprojekten Herausforderung und Verpflichtung zugleich. Wir bewegen uns an der Schnittstelle zwischen Privateigentum und der Gestaltung von halböffentlichem oder öffentlichem Raum. Betroffen und beteiligt sind Private, Unternehmen, Gemeinden, Regionen und auch der Kanton. Es handelt sich um eine hochkomplexe Angelegenheit, der man sich fundiert und tiefgründig anzunehmen hat. Dafür noch einen besonderen Anreiz in Form eines Wettbewerbs zur Verfügung zu stellen, klingt – ich habe es angetönt – sympathisch.

Für einen Teil der FDP-Fraktion bedeutet der zur Diskussion gestellte Wettbewerb denn auch einen zusätzlichen Trumpf, um die grossen Herausforderungen besonders motiviert anzugehen. Sie wird das Postulat deswegen überweisen. Für den anderen Teil der Fraktion genügen die vorliegenden oder sich in Erarbeitung befindlichen Instrumente für die Siedlungsentwicklung nach innen hingegen vollumfänglich. Ein Wettbewerb wäre einzig noch ein «Nice to have»: zwar sympathisch, aber nicht wirklich nötig. Best-Practice-Beispiele vom Amt für Raumordnung oder auch die schon erwähnte «Arbeitshilfe SEin für die Ortsplanung» werden dabei besonders genannt. Das habe ich auch von «meinen» Gemeinden im Oberaargau bereits mehrfach gehört. Ich möchte aus eigener Sicht beispielhaft erzählen, wie wir in der Region Oberaargau die Thematik angehen. Wir haben speziell für ländliche Gemeinden ein neues Massnahmenblatt Siedlungsentwicklung nach innen erstellt und integrieren dieses nun in das regionale Gesamtverkehrs- und Siedlungskonzept. Für peripherere Gemeinden ist SEin nicht nur ein neues Thema, sondern eine ganz spezielle Herausforderung, allein schon wegen den dörflichen Ortskernen. Deswegen haben wir uns dessen regionsseitig speziell angenommen, und ich bin überzeugt, dass den Gemeinden mit einer solchen Handlungsempfehlung wohl mehr gedient sein wird, als mit einem Wettbewerb, den dann vielleicht ein Hochglanzprojekt im urbanen Raum gewinnen wird. Deswegen lehnt der andere Teil der Fraktion den Vorstoss auch als Postulat ab.

Philippe Messerli-Weber, Nidau (PEV). In der Raumplanung stehen wir vor einem grossen Paradigmenwechsel. Wenn wir die hochgesteckten Ziele bezüglich dem haushälterischen Umgang mit dem Boden wirklich erreichen wollen, ist eine Siedlungsentwicklung nach innen unabdingbar; so, wie das im neuen Raumkonzept und in der Strategie Siedlung im Richtplan 2030 vorgesehen ist. Wir wissen es aber alle: Papier ist geduldig und allein mit guten Plänen, Strategien und einem neu revidierten Baugesetz ist es noch nicht getan. Zwar finden viele eine Siedlungsentwicklung nach innen grundsätzlich richtig und wichtig. Aber wenn es dann um die konkrete Umsetzung vor Ort geht, sieht vieles wieder anders aus. Die Verfügbarkeit des Bodens und die Eigentumsverhältnisse können Hindernisse darstellen, aber auch Ängste vor einer Veränderung des Dorfbilds und des Ortscharakters, denn man wird auch vermehrt in die Höhe bauen müssen. Für eine verstärkte Siedlungsentwicklung nach innen braucht es deshalb konkrete Bemühungen auf allen Ebenen. Neue, kreative Lösungen müssen in Zusammenarbeit mit den verschiedenen Akteuren

wie Gemeinden, Planungsfachleuten, Bauherren und Architekten angedacht und umgesetzt werden. Gefordert ist der Kanton insbesondere bezüglich Information, Beratung, Sensibilisierung und vor allem bei der Überzeugungsarbeit.

Mit einem neuen Wettbewerb Wohnen Sein, wie ihn der Motionär fordert, könnten über die Prämierung von hochstehenden Projekten im Bereich der Siedlungsverdichtung auch finanzielle Anreize zur Erarbeitung von qualitativ hochstehenden Projekten geschaffen und den betroffenen Akteuren konkrete Lösungsansätze zur Realisierung aufgezeigt werden. Eine klare Mehrheit der EVP-Fraktion unterstützt darum das Postulat. Angesichts der beschränkten finanziellen und personellen Ressourcen des Kantons, erachten wir es als sinnvoll, zuerst noch einmal vertieft zu prüfen, in welcher Form ein Wettbewerb SEin realisiert werden könnte und ob es allenfalls alternative Massnahmen gäbe, die der Kanton ergreifen könnte. Denn eines ist klar: Eine Siedlungsverdichtung nach innen geschieht nicht von selbst. Es braucht, wie gesagt, ein Umdenken und einen Paradigmenwechsel. Das bedeutet Knochenarbeit sowohl für den Kanton wie auch für die Gemeinden. Ein Wettbewerb könnte die bereits bestehenden kantonalen Angebote und Dienstleistungen im Bereich der Förderung, Beratung und Sensibilisierung sinnvoll ergänzen. In diesem Sinn unterstützt die Mehrheit der EVP-Fraktion das Postulat.

Alfred Bärtschi, Lützelflüh (UDC). Wir von der SVP lehnen das Postulat ab, wir hätten auch eine Motion abgelehnt. Dies aus folgenden Gründen: Wie der EVP-Sprecher vorhin gesagt hat, leidet der Kanton nach wie vor an nicht zu unterschätzenden, finanziellen Problemen, die wir auch zu lösen versuchen möchten. Dann noch ein Postulat in Auftrag zu geben, für etwas, was eigentlich alles schon bekannt ist, erachten wir nicht als sinnvoll. Einen solchen Wettbewerb zu lancieren, kostet zum einen Geld und benötigt personelle Ressourcen. Zum anderen bietet das AGR bereits diverse Hilfen an. Auf der Webseite des AGR finden Sie diese Angebote in verschiedensten Formen. Die meisten Gemeinden haben eine Ordnungsplanungshilfe in Form eines Architekten, der Hilfe anbietet bei Ortsplanungsrevisionen oder wenn im Zusammenhang mit Ein- oder Umzonungen Probleme entstehen. Dort bietet der Kanton auch Unterstützung. Massnahmenblätter können beim Kanton angefordert werden. Man kann auch um individuelle Hilfe anfragen, da kein Problem gleich ist. Jeder Fall liegt wieder ein bisschen anders als der vorhergehende, und man kann nicht einfach davon ausgehen, dass, wenn etwas an einem Ort auf die eine Art gemacht wurde, es dann an einem anderen Ort auf die gleiche Weise getan werden kann. Hier setzen wir auf die Gemeindepräsidenten, die Gemeindebehörden und die Architekten, die mit den Leuten in Gesprächen Einigung finden.

Ein weiteres Problem ist für uns das Folgende: Auf der einen Seite möchten die Gemeinden eine Umzonung machen, damit höher und verdichteter gebaut werden könnte, andererseits kommen gleich wieder Kanton und Bund und erhöhen die Mehrwertabschöpfung. In diesem Zusammenhang müsste man dieses Problem dann vielleicht auch noch angehen; ebenso hinsichtlich der vereinzelt Enteignungsdrohungen, die in den Raum geworfen werden. Das ist natürlich nicht hilfreich. Da setzen wir, wie ich vorhin gesagt habe, auf Personen, die gut mit den Eigentümern umgehen können. Schliesslich besteht auch das Problem bezüglich dem Ortsbildschutz. Der EVP-Sprecher hat es vorhin auch bereits angesprochen. Oft besteht in den Rand- und Landgemeinden ein ziemlich hoher Ortsbildschutz oder grosse Gebiete stehen unter Schutz. Wenn man höher bauen will, muss dann zuerst dieser Schutz heruntergesetzt werden. Wir lehnen Postulat wie Motion ab.

Rita Haudenschild, Spiegel (Les Verts). Der jährliche Wettbewerb ESP Wohnen in den Jahren 2007 bis 2012 hat die Berner Gemeinden motiviert, sich mit qualitativ hochstehenden Wohnbauprojekten auseinanderzusetzen. Das Label ESP Wohnen und das Preisgeld konnte sie dazu motivieren, sich zu bewerben. Jetzt wäre es nötig, den Schritt Richtung innere Verdichtung zu machen. Aber was bedeutet innere Verdichtung denn eigentlich? Das ist nicht so ganz klar und man kann sich nicht so genau vorstellen, was es alles sein könnte, obwohl Beispiele vorhanden sind. Heisst das beispielsweise, dass einfach überall eine Etage höher gebaut wird? Heisst es, dass man überall Hochhäuser baut? Bedeutet es weniger Grünraum um die Häuser? Oder bedeutet es, dichter zu bauen? Wenn nun ein Wettbewerb lanciert würde, mit dem Ziel, für das Wohnen mit innerer Verdichtung gute Beispiele zu schaffen, wäre das sicher ein Zuckerchen, das nötig ist, um sich mit dem sehr schwierigen Thema auseinander zu setzen. Gute Beispiele, die mit eigenen Augen betrachtet werden können, sind sehr wichtig. Es sind dann nicht mehr bloss Pläne, die vorliegen oder eine Idee in der Ortplanung, bei der nicht klar ist, wie es in natura aussehen könnte.

Es wäre dann ein Beispiel, mit dem man sich auseinander setzen könnte. Das würde Impulse schaffen, könnte Grundlage für Diskussionen sein und würde Leute dazu bringen, sich zu überlegen, ob sie so etwas allenfalls übernehmen möchten. Das würde der Idee der inneren Verdichtung ein Gesicht geben. Die Grünen sind überzeugt, dass dies eine Umsetzung antreiben würde. Die grüne Fraktion unterstützt deshalb das Postulat einstimmig und mit Überzeugung. Wir würden es sehr begrüßen, wenn durch einen solchen Wettbewerb die Gemeinden motiviert werden könnten, gute Beispiele zu schaffen, die zur Nachahmung führen könnten.

Daniel Beutler, Gwatt (UDF). Der Boden ist eines unserer wertvollsten Güter. Darum hegt die EDU-Fraktion für dieses Anliegen auch gewisse Sympathien. Aber noch viel wertvoller ist die Zeit, deshalb werde ich mich kurz halten. Dieser Vorstoss ist ein «Nice to have», deshalb lehnt ihn die EDU-Fraktion ab.

Le président. Nun sind die Einzelvoten an die Reihe.

Ulrich Stähli, Gasel (PBD). Ich spreche hier als Einzelsprecher und Kulturlandschützer. Vielleicht handelt es sich hier um ein etwas hemdsärmeliges Votum, aber ich hatte wirklich Freude am Vorstoss von Luc Mentha. Er ist in Köniz ein langjähriger Weggefährte von mir. In Köniz haben wir etliche Male solche Wettbewerbe durchgeführt. Diejenigen unter Ihnen, die schon einmal in Köniz waren, wissen, dass Köniz über eine spezielle Bauweise verfügt und wirklich intelligente Sachen gemacht hat. Sogar Pärke sind entstanden, damit es nicht so nach einer wahnsinnigen Verdichtung aussieht. Und deshalb wird es in der Bevölkerung auch akzeptiert. Wettbewerbe zahlen sich aus. Das kann ich aus eigener Erfahrung bestätigen. Und ich glaube, dass das Preisgeld gut eingesetzt ist. So wird nicht einfach etwas hingeknallt, was anschliessend in der Bevölkerung eine Abwehrreaktion hervorruft. In Zürich oder auch in Köniz können solche Überbauungen angeschaut werden. Wir brauchen intelligente, menschenfreundliche Umbauten in den Städten, und vielleicht brauchen wir auch noch eine neue Generation von Architekten. Ich möchte Sie bitten, zumindest das Postulat anzunehmen. Noch lieber wäre mir eigentlich eine Motion gewesen.

Fritz Ruchti, Seewil (UDC). Alfred Bärtschi hat vorhin gesagt, in der Fraktionssitzung sei das Geschäft sowohl Motion wie auch Postulat einstimmig abgelehnt worden. Ich weiss nicht, ob ich entweder nicht gut zugehört habe oder mich nicht genügend damit befasst habe. Dafür möchte ich mich bei der Fraktion entschuldigen. Aber es ist ja nicht verboten, schlauer zu werden, und Sie kennen meine Einstellung: Ich habe mich bereits zum Vorhaben der BLS in Brünnen geäussert und möchte es nochmals wiederholen. Hier in der Schweiz verfügen wir noch über etwa 430 000 Hektaren gute Fruchtfolgeflächen. Im Kanton Bern sollten wir ein bisschen mehr als 80 000 Hektaren ausweisen. In der heutigen Ausgabe der «Berner Zeitung» befindet sich dort, wo Albert Einstein doppelseitig erscheint, auch ein Artikel, in dem Max Binder fordert, beim Bund über die Fruchtfolgeflächen zu diskutieren und sie stärker zu schützen. Und genau wie Luc Mentha unterstütze ich das deshalb. Ich hätte sogar geholfen, eine Motion zu unterstützen. Was ist denn dabei, wenn der Kanton Bern noch ein bisschen Geld aufwirft, für einen Wettbewerb, der die Gemeinden motiviert, sich Gedanken über innere Verdichtung zu machen? Sie kennen meine Haltung: Ich würde sogar weiter gehen und sagen, es sei ein Muss. Es ist langsam aber sicher auch ein Muss, die ganze Raumplanung in den Griff zu bekommen und anders zu gestalten. Es nimmt mich sonst wunder, wohin die Bautätigkeit führen soll, wenn wir dann plötzlich zehn Millionen Einwohner sind.

Werte Anwesende, als Bauer möchte ich Ihnen noch Folgendes in Erinnerung rufen: Mit der diesjährigen Kartoffelernte ist die Versorgung noch bis ungefähr im Februar 2016 möglich, wobei in den vorhergehenden Jahren im Herbst immer noch Überschüsse vorhanden waren. Dies, weil wir wegen der Trockenheit über zu wenig Wasser verfügen. Wenn wir also nicht ein bisschen mehr Sorge tragen zur Natur und den Ressourcen, die uns ernähren, weiss ich auch nicht, was geschieht. Wie man als Bauer nicht helfen kann, diesem Anliegen zuzustimmen, kann ich nicht verstehen. Ich werde das Postulat auf jeden Fall unterstützen (*applaudissements ici et là*).

Le président. Es ist noch ein Einzelvotant gemeldet. Gibt es noch weitere Einzelvoten? – Das ist nicht der Fall. Somit schliesse ich die Rednerliste. Grossrat Saxer hat das Wort.

Hans-Rudolf Saxer, Gümligen (PLR). Ich möchte die in allen Teilen zutreffenden Ausführungen des Motionärs nur noch in drei Punkten ergänzen, respektive unterstreichen. Erstens bin ich abgrundtief davon überzeugt, dass wir in Zukunft noch viel mehr als heute nicht mit Geboten und Verboten arbeiten sollten, sondern mit Anreizen – namentlich auch für die Gemeinden. Zweitens, das wurde schon erwähnt, wurde früher bereits ein solcher Wettbewerb durchgeführt, der sehr wertvolle Ergebnisse zeitigte und die Gemeinden motivierte, freiwillig an wichtigen Fragen zu arbeiten. Diesen Weg sollten wir unbedingt weitergehen. Der dritte Punkt ist aus meiner Sicht der wichtigste: Die Siedlungsentwicklung nach innen ist meiner Meinung nach für unseren Kanton eine der wichtigsten strategischen Herausforderungen. Das wird uns noch über viele Jahre hinaus sehr intensiv beschäftigen. Wenn wir dort nicht alle Register ziehen, laufen wir im ungünstigsten Fall Gefahr, dass unsere weitere Entwicklung mehr oder weniger blockiert wird. Wie bereits erwähnt wurde, hat das AGR sehr viele wertvolle Grundlagen geschaffen. Dafür möchte ich mich ausdrücklich bedanken. Aber noch einmal: Das Thema ist so wichtig, dass wir auf allen Tasten des Klaviers spielen müssen. Deshalb möchte ich Sie bitten, das Postulat zu unterstützen.

Christoph Neuhaus, directeur de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques. Ja, mehr Sein als Schein. Mehr Siedlungsentwicklung nach innen tut wirklich Not. Es ist ein sympathisches, richtiges und wichtiges Anliegen. Wir können es gerne auch als Postulat entgegennehmen und es prüfen. Ich kann Ihnen die Antwort aber bereits liefern. Die Botschaft höre ich wohl, allein an Geld und an Personal fehlt es im AGR. Lehnen Sie die Botschaft deshalb ab. Und hier noch ein Hinweis für das Protokoll: Lieber Fritz Ruchti, im Kanton Bern verfügen wir noch über etwas mehr als die verlangten 82 200 Hektaren Fruchtfolgefächern und erfüllen somit unser Kontingent.

Le président. Dann hat noch einmal der Postulant das Wort.

Luc Mentha, Liebefeld (PS). Ich möchte mich für die eigentlich sehr positive Reaktion auf meinen Vorstoss bedanken. Es war beinahe wie eine Eintretensdebatte zum Baugesetz, das wir demnächst behandeln werden. Es wurde gesagt, dass sich auch andere Institutionen beteiligen sollen. Das finde ich an sich eine gute Idee. Und es ist im Rahmen einer Prüfung als Postulat durchaus möglich, dass durch den Regierungsrat geprüft wird, den Wettbewerb eventuell mit Partnern durchzuführen. Aber es scheint mir unabdingbar, dass sich der Kanton daran beteiligt. Ich möchte Sie, geschätzte VertreterInnen aus dem ländlichen Raum, auch darauf hinweisen, dass nach meiner Auffassung, dieser Wettbewerb ganz explizit die Gemeinden in unserem ländlichen Kanton bei der Siedlungsentwicklung nach innen unterstützen soll. Es ist aus meiner Sicht auch eine Förderungsmassnahme zur Stärkung des ländlichen Raums. Denn etwas dürfen Sie nicht vergessen: Insbesondere in den nicht zentralen Regionen wird es zunehmend schwierig werden, neue Gebiete einzuzonen. Wenn man dort noch Bautätigkeit ermöglichen will, muss dies im Siedlungsgebiet geschehen, welches im Inneren noch vorhanden, aber noch nicht verdichtet ist. Wie die Erfahrung zeigt, ist dies eine komplexe Sache.

Alfred Bärtschi, gerade der Ortsbildschutz macht es schwierig. Und statt diesen abzubauen, braucht es aufwendige Verfahren, um zu guten Lösungen zu kommen, die ortsbildverträglich sind aber zu einer Verdichtung und Siedlungsentwicklung nach innen führen. Mit diesem Wettbewerb will ich eigentlich einen Anreiz, namentlich für die Entwicklung im ländlichen Raum, zur Verfügung stellen. Nun, ich habe gewandelt und bereue das beinahe ein bisschen, nach diesem doch weitgehend positiven Echo. Zurückwandeln ist nicht möglich – ich bleibe dabei. Ich habe gewandelt, weil ich verhindern wollte, dass der Grosse Rat hier ein falsches Signal in Richtung Regierungsrat setzt und findet, man wolle das auf keinen Fall. Ich möchte, dass die Idee noch ein bisschen reifen kann. Ich habe die Antwort des Regierungsrats auch dahingehend gelesen, dass die Regierung die Idee an sich positiv findet, ihr aber zurzeit die personellen und finanziellen Ressourcen fehlen. Was die finanziellen Ressourcen angeht, bleibe ich dabei: Für mich handelt es sich um eine Frage der Prioritätensetzung. Es wird zwar eine sechsstellige Summe kosten, aber bleiben wir auf dem Boden; das wird den Kanton ja nicht umwerfen, und hier geht es um etwas ganz Wichtiges und Zentrales.

Zu den personellen Ressourcen: Herr Regierungsrat, Ich verstehe sehr gut, dass das AGR momentan auf dem Zahnfleisch geht mit all den Fragen in der Umsetzung des Raumplanungsgesetzes. Die Umwandlung in ein Postulat bietet auch die Möglichkeit, hier noch ein bisschen Zeit ins Land gehen zu lassen, vielleicht auch zu schauen, wie sich das Baugesetz anlässt

und danach allenfalls mit dem Wettbewerb wieder anzukommen. Ich danke Ihnen, wenn Sie das Postulat unterstützen.

Le président. Wir werden nun über das Postulat abstimmen. Und nun wissen wir auch, was SEin bedeutet. Über Sein oder nicht Sein des Postulats stimmen wir nun ab. Wer das Postulat annimmt, stimmt ja, wer dies ablehnt, stimmt nein.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption sous forme de postulat

Oui 82

Non 47

Abstentions 6

Le président. Der Grosse Rat hat das Postulat überwiesen. Ich wage es an dieser Stelle mich festzulegen. Wir werden heute mit der Session fertig. Traktandum 71, «Motion 117-2015 Müller (Bern, FDP) – Schwere Körperverletzung an Beamten muss unbedingte Freiheitsstrafe zur Folge haben» wurde zurückgezogen. Damit haben wir noch vier Beratungen vor uns, und eine davon könnte auch sehr kurz ausfallen. Damit, denke ich, ist die Prognose richtig, dass wir die Session heute Nachmittag werden abschliessen können.